



**GUATEMALA**



**D 2259 • Gt17**  
16-30 novembre 1998

**MOTS-CLEFS**

Crime  
Église catholique  
Armée  
Justice  
Impunité

## ***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

# **QUI A TUÉ Mgr GERARDI ?**

*Le 26 avril 1998, soit deux jours après qu'il ait rendu public le rapport Guatemala : jamais plus ! qui prouvait la grave implication des forces armées dans la violation des droits de l'homme pendant la guerre, Mgr Juan Gerardi était assassiné. Depuis lors, l'enquête n'a toujours pas abouti. Son déroulement, dès le début, a été particulièrement étrange au point de laisser penser à beaucoup que les pistes ont été délibérément brouillées dans le but d'épargner des militaires. On lira ci-dessous l'étrange histoire de cette enquête grâce à un article de Paul Jeffrey (Tegucigalpa), paru dans Noticias Aliadas, 15 octobre 1998 (Pérou).*

Les experts, l'Église et les autorités ne sont pas d'accord sur les circonstances de l'assassinat de l'évêque.

Beaucoup de Guatémaltèques croyaient que l'autopsie allait faire connaître la vérité sur la mort de Mgr Juan Gerardi mais elle n'a pas réussi à éclairer le chaos et la confusion sur le crime perpétré le 26 avril dernier.

Gerardi fut sauvagement assassiné deux jours après avoir présenté les résultats de l'enquête patronnée par l'Église catholique sur les 36 années de la guerre civile qui s'est achevée en décembre 1996.

Comme le rapport, intitulé *Guatemala : Jamais plus !*, montrait la responsabilité des militaires dans la majorité des crimes de la guerre, beaucoup suspectèrent aussitôt que l'armée était derrière la mort de Gerardi.

Mais la police qui avait arrêté un suspect, un indigent, affirma qu'il s'agissait d'un délit ordinaire.

Comme cette première hypothèse s'est révélée sans fondement entre mai et juin, le procureur Otto Ardón orienta différemment l'enquête et accusa le

père Mario Orantes, qui partageait avec Gerardi la maison paroissiale de San Sebastián.

L'enquête officielle contre Orantes, arrêté le 22 juillet, s'est centrée sur le mobile sentimental qu'aurait eu le prêtre prétendument homosexuel. Des contradictions dans les déclarations d'Orantes ne firent qu'accroître les spéculations. Le prêtre dit à la police qu'il était en train de dormir avant qu'il découvre le cadavre de Gerardi, mais les enregistrements de son serveur internet montrent qu'il était connecté au système à ce moment.

La principale charge contre Orantes a été la déclaration de José Reverte, médecin légiste espagnol, qui après avoir examiné des photos du cadavre de Gerardi, dit qu'il y avait des traces de morsures de chien. Cela contredisait la déclaration d'Orantes selon laquelle son vieux chien Balú était enfermé la nuit du crime. Mario Guerra, le médecin qui pratiqua la première autopsie, a nié l'existence de morsures animales.

L'exhumation du cadavre de Gerardi

de la crypte de la cathédrale métropolitaine fut considérée comme la seule manière de mettre un terme à la controverse. Mais après avoir examiné le corps les 17 et 18 septembre, l'équipe internationale de onze médecins légistes n'a pas pu parvenir à un accord sur les causes de la mort.

Dès le début, les relations entre les experts furent peu cordiales. Avant l'autopsie, Ardón mit en question la présence de trois spécialistes des États-Unis invités par les autorités ecclésiastiques. Le groupe discuta pendant deux heures avant que le juge Isaías Figueroa leur permette de rester, mais sans qu'ils aient le droit de toucher le cadavre.

Des responsables de l'Église ont soutenu que Reverte coupa un des doigts de Gerardi et essaya de l'emporter avec lui pour l'exhiber dans un musée criminologiste de Madrid. Reverte, de son côté, a affirmé que les experts invités par l'Église ont effacé une blessure suspecte en la grattant avec un scalpel, en prétendant la nettoyer.

Selon Norman Sperber, dentiste légis-

te et spécialiste en morsures d'animaux invité par la hiérarchie catholique, le corps de Gerardi ne montrait pas de traces de telles morsures. Sperber a suggéré que Reverte avait pu se tromper en analysant les photographies parce qu'elles avaient été légèrement agrandies sans qu'il le sache.

Sperber et deux autres légistes des États-Unis, le détective privé Jack Palladino et l'enquêteur médecin Robert Bux, ont déclaré au quotidien *San Francisco Chronicle* que deux armes ont été utilisées pour tuer Gerardi : le bloc de ciment trouvé sur les lieux du crime et un objet dur, mince et lisse qui n'a pas été récupéré. Ils ont déclaré que Gerardi, qui fut frappé à la tête avec le second objet, a probablement été attaqué par deux hommes.

D'autres participants à l'autopsie ont également écarté la possibilité de morsures d'animal, bien qu'un examen du corps aux rayons X et un spécialiste - ironiquement, celui qui a été engagé par l'avocat d'Orantes - aient laissé ouverte cette possibilité.

Reverte a déclaré que la seconde autopsie a renforcé sa théorie d'une attaque par un chien et que cet animal était Balú, qu'il a décrit comme "*féroce et entraîné pour attaquer*".

Selon Reverte, "*l'évêque est entré dans sa maison par le garage et a surpris le prêtre dans une situation anormale, qu'il l'a blâmé, et que ce dernier, furieux, a lâché son chien contre lui*".

Les conclusions de Reverte ont provoqué un déferlement de critiques. Julio César Barreno, président du Collège de médecins et chirurgiens du Guatemala, a déclaré que cette institution déposerait une plainte dans les formes contre l'Espagnol, pour violation de l'éthique médicale et du processus de l'enquête judiciaire. Il a

ajouté que Reverte a fait des commentaires sur ce qui s'était passé sur le lieu du crime sans même le visiter ni parler avec quelqu'un qui l'ait fait.

Ce n'est pas la première fois que la manière de procéder de Reverte provoque des controverses en Amérique centrale. En 1993, le gouvernement de El Salvador l'a invité pour conseiller la commission de l'ONU qui faisait des recherches sur les crimes de guerre. Après l'exhumation de 300 cadavres du massacre de El Mozote par des fonctionnaires de l'ONU, Reverte a contredit les preuves accablantes selon lesquelles l'armée avait effectué l'exécution. Sa participation fut tellement critiquée par les enquêteurs sérieux que le directeur de la commission, l'ex-président de la Colombie Belisario Betancur, demanda au chef du gouvernement espagnol de l'époque, Felipe González, le retrait de Reverte.

Divers militants guatémaltèques des droits de l'homme ont suggéré que l'expert espagnol est en train de jouer le même rôle pour le gouvernement guatémaltèque dans le cas de Gerardi, celui de produire des arguments pseudo-scientifiques pour détourner l'attention des véritables auteurs : les militaires.

Dès le début, des responsables ecclésiastiques ont affirmé avoir des éléments qui permettaient de reconnaître les liens de deux officiers de haut rang avec l'assassinat. Ils ont protesté parce que, en centrant l'enquête sur Orantes, le procureur Ardón a laissé passer la possibilité de suivre les pistes qui impliquaient les forces armées.

Mgr Mario Ríos Montt, évêque auxiliaire de la ville de Guatemala, qui a remplacé Gerardi comme responsable du Bureau des droits de l'homme de l'archevêché, croit que le crime ne visait pas seulement Gerardi, mais toute l'Église catholique.

*"Jusqu'à preuve du contraire, nous maintenons la thèse que l'assassinat est le produit d'une conspiration, parce que l'action de l'Église déplaît à de nombreuses personnes. C'est pour cela que j'ose affirmer qu'il existe un vrai désir de faire taire l'Église"*, a-t-il dit.

Ríos croit que les militaires ont tué Gerardi, non seulement pour se venger de la condamnation absolue des abus militaires dénoncés dans le rapport, mais aussi pour faire taire l'Église devant l'incapacité du gouvernement à respecter les accords de paix de 1996, notamment ceux en rapport avec la possession de la terre et les réformes fiscales.

Factor Méndez, coordinateur de la Commission pour la défense des droits de l'homme en Amérique centrale (CODEHUCA), a affirmé que le président Álvaro Arzú veut éviter une enquête sérieuse sur l'assassinat de Gerardi "*pour poursuivre la pratique de l'impunité caractéristique des militaires guatémaltèques*".

Dans une conférence de presse tenue le 6 octobre au Costa Rica, Méndez a dit qu'il possédait "*des preuves irréfutables qui montrent que l'assassinat a été perpétré par cinq membres de l'état-major présidentiel, parmi lesquels un colonel*".

Méndez a ajouté que les militaires ont pénétré au domicile de Gerardi à la recherche de documents secrets en rapport avec l'enquête ecclésiastique, et qu'ils ont été surpris par l'évêque.

Cependant, des personnes proches de Gerardi assurent que l'évêque était trop prudent pour laisser des documents compromettants à portée de main. Eux croient que l'assassinat de Gerardi fut une fin en soi.

**Traduction DIAL.**

**En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.**